

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 21382 - 79ÈME ANNÉE

La sécheresse met le doigt sur les conséquences de la marchandisation de l'eau

Crise de l'eau à La Réunion : opportunité pour moderniser le pays

La sécheresse à La Réunion amène à restreindre sa consommation dans des communes faisant partie de la région traditionnellement la plus arrosée. Ceci est un nouvel indicateur de la nécessité de moderniser La Réunion. Quels effets sur le transfert de l'eau vers l'Ouest et la centrale EDF de Sainte-Rose ? De plus, l'augmentation du pouvoir d'achat des Réunionnais a entraîné la marchandisation de l'eau avec comme conséquence d'importants gaspillages. La crise climatique met à nu un système qui tôt au tard devra être remis en cause, n'ayons pas peur de nous moderniser !

Traditionnellement, l'Est était le château d'eau de La Réunion. Cela s'expliquait par des pluies abondantes et régulières eu égard à son exposition aux alizés. À l'opposé, l'Ouest et le Sud-Ouest étaient la région sèche. C'est ce que rappelle le paysage de savane consécutif à la destruction de la forêt primaire par la colonisation de La Réunion.

Mais depuis que le capitalisme s'est déployé, ce système économique a été la cause d'un si grand rejet de gaz à effet de serre dans l'atmosphère que le climat est bouleversé à l'échelle du monde. Conséquence du capitalisme, la crise climatique touche La Réunion. Cela se traduit par une sécheresse générale qui devient la norme. Elle touche en premier lieu l'Est de La Réunion. C'est ce que rappelle l'arrêté préfectoral imposant de restreindre l'utilisation de l'eau potable dans 7 communes. Parmi les 7 collectivités, 4 sont dans l'Est : Saint-André, Salazie, Bras-Panon et Sainte-Marie. S'y ajoute la capitale Saint-Denis, intégrée dans le Bon pays, mais limitrophe de l'Est.

Cela pose tout d'abord des questions sur deux infrastructures.

La centrale EDF de Sainte-Rose peut-elle être remplacée par le soleil ?

Au moment où le chantier pharaonique du basculement de l'eau de l'Est vers l'Ouest a été lancé et poursuivi, ses décideurs n'ont pas tenu compte de la crise climatique qui allait frapper La Réunion. Elle était prévisible dès les années 1970 avec les premières simulations rendues possibles par l'augmentation de la capacité de calcul des ordinateurs. Elle a été inscrite dans l'opinion réunionnaise par la conférence de presse de Paul Vergès et Philippe Berne en 1997. Maintenant que la crise climatique s'est installée à La Réunion, le risque de voir surgir des conflits d'usage sur l'eau n'est pas à exclure.

Le chantier du transfert de l'eau de l'Est vers l'Ouest illustre le fait que désormais, il est nécessaire de tout remettre à plat en matière de consommation de l'eau à La Réunion.

Pour l'immédiat, des regards se tournent vers la centrale EDF de Sainte-Rose. Elle pompe de très grandes quantités d'eau pure qui sont ensuite jetées à la mer après avoir fait tourner une turbine.

Le remplacement de cette centrale, par notamment l'énergie solaire disponible en abondance à La Réunion, est donc une question d'actualité. Mais EDF n'est pas la seule responsable du gaspillage de l'eau à La Réunion.

L'augmentation du pouvoir d'achat a amené l'eau au robinet

40 ans en arrière, l'eau était à La Réunion un des principaux moyens de socialisation. En zone rurale et dans de nombreuses habitations urbaines, chacun allait chercher l'eau à la fontaine et laver le linge à la rivière ou au lavoir. Une des conséquences des luttes des Réunionnais pour l'égalité a été d'augmenter le pouvoir d'achat. Le capitalisme a aussitôt flairé le filon : les Réunionnais devenaient solvables. Ils pouvaient payer un service existant déjà en France, la

généralisation de l'eau du robinet. L'eau est devenue une marchandise source de profit. Et pour qui refuse l'eau du robinet, il n'est plus possible d'aller à la fontaine. Quelques sociétés principalement françaises ont créé un monopole. Elles vendent une eau potabilisée à grands frais dans de véritables usines. Elles font ensuite payer encore plus cher l'évacuation de l'eau utilisée une seule fois vers de grandes stations d'épuration qui rejettent ensuite l'eau dépolluée vers la mer. Tout ceci transite par un réseau où près de 40 % de l'eau potable se perd entre l'usine de potabilisation et le robinet de l'utilisateur. Si cela se passait dans un pays voisin de La Réunion, certains parleraient de branchements pirates...

Les dépenses pour 4 ans de travaux coûtent plus cher que construire le train à Maurice

La maintenance et la modernisation d'un tel réseau nécessite des investissements considérables qui sont supportés par les contribuables via des aides de l'État et de l'Europe, et par les consommateurs qui paient les factures d'eau. Entre 2020 et 2024, les dépenses prévues pour l'eau potable et l'assainissement devaient s'élever à plus de 530 millions d'euros. C'est plus que la somme dépensée pour construire le train à Maurice. Avec cela, les Réunionnais n'ont pas la garantie d'une amélioration de la situation par la baisse des prix et la fin des coupures, car tout est lié d'une part à la ressource disponible, et d'autre part à un système qui nécessite de sécuriser près de 6000 kilomètres de canalisation, un défi impossible à relever.

2 litres d'eau potable par jour suffisent

Puisque l'eau arrive dans n'importe quel logement sans effort physique de la part de l'utilisateur, elle est utilisée abondamment. Cela amène à une moyenne effarante : 180 litres d'eau potable par jour par habitant à La Réunion, alors que 2 litres d'eau potable par jour suffisent pour n'importe quel être humain.

Comme chaque litre d'eau potable est facturé, il est donc une source de profit. Les sociétés capitalistes extérieures à La Réunion n'ont donc pas d'intérêt à voir ce système remis en cause. Resterait-elles dans notre pays si la consommation d'eau potable journalière par habitant était ramenée à l'équivalent d'un jerrican de 10 litres ?

Pourtant dans de nombreux pays du monde, l'eau potable à tous les robinets n'est pas généralisée dans tous les logements loin de là. Cela amène mécanique-

ment les usagers à moins de gaspillage.

Réutiliser toute l'eau des stations d'épuration ou rompre avec les capitalistes de l'eau ?

Les majors de l'eau promettent que l'eau sortie des stations d'épuration est dite de qualité « eau de baignade ». Si c'est vrai, alors cette eau peut être réutilisée pour tous les usages sauf la boisson. Pourquoi alors ne pas réinjecter dans le réseau toute cette eau déjà payée par l'utilisateur pour qu'elle remplace l'eau potable dans tous les usages sauf la boisson ?

Si une telle possibilité n'est pas techniquement possible, refusée par les capitalistes de l'eau et/ou par le gouvernement de Paris, alors il appartiendra de réfléchir à comment récupérer un maximum de l'eau de pluie pour l'affecter à tout sauf la boisson.

Faisons la chasse aux gaspillages

Il est également important que les comportements changent. L'eau potable n'est pas faite pour arroser les pelouses, remplir les piscines, laver les voitures, nettoyer la cour, les murs ou le trottoir. Et il nous appartient d'être imaginatif pour, par exemple, récupérer de l'eau usée pour remplacer l'eau potable dans l'évacuation des excréments.

Ceci nous permettra de gagner du temps avant le déploiement d'un système de consommation de l'eau moins cher pour l'utilisateur et adapté aux effets de la crise climatique. Dans ce nouveau système, l'eau ne pourra plus être une marchandise source de profit, n'ayons pas peur de nous moderniser !

M.M.

Insertion régionale des Régions Ultrapériphériques : plaidoyer en faveur d'une co-construction multi-niveaux

Conseiller régional délégué au co-développement régional, aux relations extérieures, à la pêche et à l'aménagement du territoire, Wilfrid Bertile a participé, ce 20 octobre 2023, au colloque portant sur la dimension internationale des régions ultrapériphériques (RUP) et l'amélioration de leur insertion régionale dans leurs zones géographiques d'appartenance : l'océan Indien, la Macaronésie, l'Amazonie et la Caraïbe.

Organisée par la présidence espagnole du Conseil de l'Union européenne (UE) à Las Palmas de Gran Canaria, et associant les autorités françaises et portugaises ainsi que les régions ultrapériphériques, cette séquence s'inscrit dans le cadre des réflexions en cours à Bruxelles sur la révision des politiques européennes à l'horizon 2027. Bien plus que des frontières, les régions ultrapériphériques sont des espaces d'échanges et de solidarités avec les pays partenaires des RUP, qui sont exclusivement non européens. Cette coopération stratégique nécessite, dans son ensemble, d'être soutenue par tous les moyens appropriés, dont les programmes de coopération régionale intitulés INTERREG. A cet effet, de nouvelles perspectives d'articulation entre les instruments de la politique de développement de l'UE

(fonds NDICI) et de la politique de cohésion (fonds INTERREG) restent nécessaires.

Wilfrid Bertile a fait part de la place qu'entend prendre La Réunion dans la dynamique de co-développement régional, soutenue notamment par le programme européen INTERREG océan Indien ainsi que du renforcement des liens notamment avec les organisations régionales de la zone telles que la Commission de l'océan Indien (COI), l'Indian Ocean Rim Association (IORA), la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) ou le marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA).

Dans un contexte planétaire particulièrement incertain, le positionnement géostratégique de La Réunion joue un rôle important dans le partenariat entre l'UE et l'Afrique ainsi que dans la récente stratégie de l'Indopacifique.

A cette occasion, Wilfrid Bertile a également témoigné de l'impérieuse nécessité de développer les connexions de transport, de réduire les circuits d'approvisionnement et de garantir la sécurité alimentaire. De même, il a témoigné de l'extrême vigilance des acteurs réunionnais en ce qui concerne les conséquences des

négociations commerciales que mène l'UE avec les pays voisins de La Réunion, notamment en ce qui concerne les productions sensibles, les normes et les services. Sur tous ces sujets, le nouvel accord international de l'UE et des pays d'Afrique Caraïbes et Pacifique (dit « accord de Samoa ») succédera à l'accord de Cotonou en ouvrant la voie à de nouvelles modalités de dialogue et de concertation. Monsieur Bertile a appelé à davantage de flexibilités afin de permettre à La Réunion de participer concrètement aux discussions et aux travaux à portée internationale dimension internationale d'intérêt pour le territoire.

Plus largement, les différents intervenants ont tous plaidé en faveur d'un plan stratégique européen global et propice à l'insertion régionale, doté de mesures adaptées et cohérentes ainsi que de moyens financiers suffisants et opérationnels. Par ailleurs, et pour rappel, la 28e Conférence des Présidents des Régions Ultrapériphériques se tiendra du 8 au 9 novembre de 2023 à Santa Cruz de Tenerife, aux Canaries. A cette occasion, la Présidente de la Région Réunion, Huguette Bello, prendra la Présidence de la Conférence des Présidents des RUP.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
77e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Kan l'akssion bann militan i fé rokil lo tan in disparission programé...

Mézami shak èr shak minite néna dsi latèr in kiltir, in lang, in mizik, in kuizine lé riskab disparète. Néna mèm i disparé pirman-é-simploman. Shak ané in l'institission internassyonal l'Unesco, i ropèr so bann kiltir, mizik, lang, kuizine dann danzé, épi i mark sa konm patrimoine mondyal épi i invite lo monde antyé pou romète sa a l'ord di zour é si possib i sèye anpèsh in disparission programé.

Lé inkroyab konm néna dé rishèss l'imanité dann danzé pou disparète mé lé inkroyab galman koman l'akssion bann militan i rodone sa favèr. Issi ni koné lo maloya é ni koné ossi konm li la manke disparète par loprèssion in kilktir ofissyèl i égzèrs dsi in kiltir popilèr. Si lété arienk bann zoprèssèr noute maloya noré té fine disparète mé rozman zordi li lé bien vivan é partikominis lé pou kékshoz ladan.

Ni koné bann shagossien lé an vizite dann la Rényon é dopi sinkantan pèp-la lé éloigné par rapor son péi Bannzil Chagos mé dopi toultan-la lo pèp Chagos i lite pou égzisté é d'aprè sak mi oi li ariv a bien égzisté. li noré pu disparète mé la pa lo ka. Son mizik séga tanbour, konm noute maloya, lé klassé konm patrimoine l'imanité dann gran danzé pou disparète. Mé la fors lo pèp épi sète son l'avangard lo groupe réfiyé chagosi romèteali an selle ofiramézir.

Biensir mwin noré pi prann d'ote ka dézèspéré é lé sirèssèrtin néna d'ote mizik d'ote danss lé kaziman dispari dsi la tèr dann in pèp li-mèm dispari, an dissolission dann in n'ote pèp pli nonbré, myé armé pou rézisté épi dominatèr par rapor in pli fèb.

Mé si ni vé tir in losson dann toussala, èl lé sinp d'aprè mwin : sé ké toultan k'in pèp épi son l'avan-garde bann militan i désside lité pou égzisté ofisyèlman osinonsa an maronaz, lo pèp, son kiltir, son lang, son kuizine é toute sak i fé k'in pèp sé in pèp i fini par pran lo déssi. Na poin d'pti pèp éin pèp lé ranpli avèk lènèrzi épi l'imazinassionpou égzisté.

Anou bann pèp dé zil, nou va égzisté é tanpi pou sak i oi anou kiltir mor é antéré, nou lé ni mor, ni antéré.

A bon antandèr, salu !

Justin